

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,

Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de m'exprimer au nom de la France à l'occasion de cette quatrième assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), moment essentiel de bilan et de perspectives pour ce mécanisme que nous partageons.

Je commencerai tout d'abord par féliciter et remercier notre hôte, la République orientale de l'Uruguay, pour son organisation sans faille et sa chaleureuse hospitalité. Je suis heureux que cette grande réunion du FEM, qui consacre près de 20 années d'existence du fonds et marque l'ouverture d'une nouvelle page de l'instrument, se tienne ici, en Amérique latine, partenaire majeur du fonds.

Je tiens aussi à féliciter Madame Monique BARBUT pour sa réélection à la présidence du FEM. Je ne doute pas que Madame BARBUT, s'appuyant sur son dynamisme et sa connaissance inégalable du fonds saura mettre en oeuvre les réformes organisationnelles et méthodologiques ambitieuses récemment adoptées.

Je souhaiterais profiter de ces quelques minutes pour rappeler comment le FEM a démontré la pertinence d'une approche transversale et partenariale pour faire face aux défis environnementaux, et pourquoi il mérite donc pleinement le soutien que nous lui renouvelons tous aujourd'hui.

Désigné mécanisme financier des conventions de Rio en 1992 le FEM fournit une réponse mondiale à des menaces mondiales. Le fonds regroupe en effet aujourd'hui 181 Etats. Il associe en son sein la société civile, les Etats, les principales banques et institutions de développement internationales et se rapproche du secteur privé. Il traite de six des principales menaces qui pèsent sur l'environnement mondial : le changement climatique, la perte de la biodiversité, la dégradation des eaux internationales, la

détérioration de la couche d'ozone, la dégradation des sols et les polluants organiques persistants.

Mais la spécificité du FEM, sa « marque de fabrique », c'est de développer une approche transversale et intégrée entre ces thématiques. Quelle année pourrait mieux l'illustrer que l'année 2010 ? 2010, année charnière pour le FEM, que nous reconstituons et qui engage un processus de réforme ambitieux, mais aussi année internationale de la biodiversité, que le FEM soutient avec force, année climatique, avec la mise en œuvre des résultats de la conférence de Copenhague sur la lutte contre le changement climatique, année du lancement, à Paris début mars, d'un nouveau partenariat pour la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts et année où nous allons faire du FEM le mécanisme financier de la convention pour la lutte contre la désertification !

Une approche intégrée, c'est aussi une approche qui sache répondre à la fois aux enjeux du développement durable et à ceux de l'environnement. Opposer environnement et développement comme cela a été parfois le cas est artificiel mais c'est surtout une erreur stratégique. La protection de l'environnement et le développement sont complémentaires : prendre en compte aujourd'hui les préoccupations environnementales permettra de garantir demain les moyens de poursuivre le développement au bénéfice de tous. Nous savons tous que les effets conjugués de l'expansion industrielle, de la croissance démographique et du développement rapide de nos économies se traduisent par une pression sans précédent sur les équilibres environnementaux de la planète, au risque de remettre en cause les acquis du développement. Le FEM, dont le mandat est par essence environnemental réussit toutefois depuis dix-neuf ans à concilier environnement et développement. Par cet enseignement précieux, il a contribué à cette prise de conscience, dans les pays partenaires, d'intervention et au-delà, au niveau national et local, mais aussi dans les agences et auprès de ses autres partenaires.

Car le Fonds pour l'Environnement Mondial n'est pas seulement le principal instrument financier des conventions environnementales. Il a aussi joué la carte des partenariats. Il a su nouer des relations de confiance avec les pays d'opération, renforcer ses liens avec ses agences, éléments clés du dispositif, qui ont pleinement leur part dans la réussite actuelle du FEM, et

s'engager dans de nouvelles alliances avec le secteur privé mais aussi avec des bailleurs de fonds extérieurs, notamment des bailleurs bilatéraux.

Ces rapprochements vont dans le bon sens, celui d'une meilleure coordination des acteurs et d'une efficacité renforcée des fonds alloués au FEM. Pour chaque dollar investi par le FEM, il y a en moyenne quatre dollars de cofinancements d'autres partenaires. Ainsi, les 8,7Mds\$ de financement fournis en 18 ans dans le cadre de 2 400 projets ont été accompagnés de 37,6Mds\$ de cofinancement apportés par d'autres partenaires.

Je tiens ici à souligner ici l'excellente coopération du FEM avec les instruments bilatéraux français, dont le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), cousin bilatéral du FEM, mettant un accent particulier sur le continent africain, que la France reconstituera aussi cette année. Nous pourrons d'ailleurs visiter jeudi un projet d'appui au développement du système national des aires protégées uruguayen à la lagune de Rocha qui fait l'objet d'un co-financement notamment du FEM et du FFEM et un événement sera organisé sur le sujet demain en marge de l'assemblée (*side event*).

Je crois d'ailleurs que les témoignages que nous aurons l'occasion d'avoir cette semaine, notamment lors des visites de projets, illustreront comment le FEM a su s'adapter, innover, encourager le développement de nouvelles technologies, en changeant parfois d'échelle, et aborder les enjeux environnementaux par des angles multiples et souvent inattendus, notamment avec l'aide du Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP).

Le bilan du FEM est donc flatteur, sa notoriété est grandissante et il n'est que justice de le célébrer aujourd'hui, en lui donnant toute la publicité qu'il mérite et les moyens de poursuivre son action.

Mais, au-delà, face à un agenda international chargé de nouveaux défis, il était indispensable pour le FEM de faire le point sur le travail accompli ces dernières années et les nouvelles orientations à mettre en place. Ce fut l'objet de la quatrième évaluation opérationnelle du fonds finalisée en 2009.

La France partage le bilan positif de cette étude qui met en lumière l'impact significatif obtenus par le fonds en matière de protection de l'environnement mondial tout en dessinant des pistes d'amélioration.

Il était nécessaire que le FEM y réponde. Je crois que c'est chose faite avec les réformes prévues pour cette cinquième reconstitution. Je n'en citerai que quelques unes : la mise en place d'un nouveau cadre d'allocation des ressources, le développement d'une approche programmatique, le renforcement de l'appropriation et la mise en place d'un cadre de gestion basé sur les résultats et la mesure des performances.

La France se félicite en outre que le Fonds aille toujours plus loin en renforçant son action dans ses domaines d'intervention traditionnels tout en répondant aux questions qui émergent telles que les enjeux d'une gestion durable des forêts, les transferts de technologies ou la mobilisation du secteur privé.

Si ces résultats sont considérables, rester en pointe des combats environnementaux suppose une réflexion permanente sur l'avenir de l'instrument, dont cette assemblée doit aussi être l'occasion. Nous attendons notamment des tables rondes qui se tiendront ici qu'elles contribuent à ouvrir de nouveaux chantiers pour le FEM.

Avec la mise en place de ces réformes et pour répondre à un agenda international chargé de nouveaux défis, des ressources additionnelles étaient indispensables. Dans cette perspective, la cinquième reconstitution du FEM, dont le montant atteint aujourd'hui 4,25Mds\$, constitue un succès majeur. Il témoigne du soutien collectif à l'instrument, il marque sans ambiguïté l'appropriation croissante des questions d'environnement mondial par les différents continents.

Il donne aussi un signal politique fort après la Conférence de Copenhague et démontre la volonté de nombreux pays d'aller de l'avant dans la lutte contre le changement climatique, en passant par le FEM pour assurer une partie des financements précoces annoncés en décembre.

Enfin, le montant de la reconstitution dénote, dans un contexte économique et financier très difficile, un effort

considérable de l'ensemble des contributeurs. La France n'y fait pas exception en apportant une contribution de 215,5M€, représentant environ 7% des ressources de base.

Pour conclure, permettez-moi de réitérer le soutien sans faille de la France au Fonds pour l'environnement mondial. Je suis convaincu que le FEM, réformé, armé de ses nouvelles ressources, saura renforcer lors des prochaines années la place qui est la sienne en matière d'écologie mondiale et ainsi contribuer au renforcement de la gouvernance internationale dans ce domaine critique pour l'avenir de l'humanité. Plus globalement, je suis convaincu qu'il contribuera à resserrer plus encore les liens entre protection de l'environnement, développement et de lutte contre la pauvreté et s'inscrira ainsi pleinement dans l'agenda du sommet de Rio + 20.

Je vous remercie.